

Chronique des falsifications

Comment devient-on Staline? Né pauvre, ce garçon séducteur et dangereux s'essaye à la poésie romantique, se prépare à entrer dans les ordres, mais trouve sa vocation dans l'action révolutionnaire. À la fois intellectuel, gangster et terroriste, le jeune Staline avait tout pour se forger un destin hors du commun dans la Russie de 1917: peu de scrupules et un énorme appétit de vie et de pouvoir.

En s'appuyant sur dix ans de recherches, en particulier dans des fonds d'archives récemment ouverts en Géorgie et à Moscou, ainsi que sur les Mémoires de nombreux acteurs et témoins de l'époque, Simon Sebag Montefiore décape le vernis de la mythologie révolutionnaire. Il montre comment la rencontre, chez le jeune Staline, du banditisme caucasien, d'une paranoïa extrême et d'une idéologie impitoyable lui permit de conquérir le Kremlin et l'URSS et fit de lui un des dictateurs les plus sanguinaires de l'histoire.

Sont exposés ici ses liens ambigus avec la police secrète tsariste, ses nombreuses conquêtes féminines, ses innombrables crimes et délits, mais aussi le rôle qu'il joua dans la naissance du parti bolchevique et dans la Révolution d'Octobre. On comprend mieux la question des nationalités, les luttes d'influence et la guerre idéologique, puis exterminatrice, entre bolcheviks et mencheviks avant et pendant la Révolution de 1917. Se trouvent aussi éclairées d'un jour nouveau ses relations avec Lénine, qu'il impressionna tant que celui-ci en fit, avec Trotski, son principal homme de main, avant de mesurer, trop tard, le danger qu'il représentait.

Le Jeune Staline est à la fois une fascinante préhistoire de l'URSS et le portrait saisissant d'un tyran en jeune homme.

Simon Sebag Montefiore est né en 1965 et a fait des études d'histoire à Cambridge. Romancier et présentateur de télévision, il est membre de la Royal Society of Literature. Son Jeune Staline a été traduit dans plusieurs pays, a reçu le prix Bruno Kreisky du livre politique, le Costa Biography Award et le prix de la Biographie du Los Angeles Times.

Traduit de l'anglais par Jean-François Sené



© Ian Jones

Marc Lazar, le centralisme démocratique et le stalinisme...

Où la falsification ne va-t-elle pas se nicher ? *Le Monde* (20 septembre 2008) nous annonce que “l’historien Marc Lazar a vu la pièce *Le silence des communistes*” consacrée à l’histoire du PC italien, et qui repose sur un échange de lettres entre trois vieux dirigeants du PCI (Vittorio Foa, Miriam Mafai et Alfredo Reichlin, aujourd’hui député du Parti démocrate). L’on y apprend de la bouche de Marc Lazar que “le stalinisme du PCI était aussi intérieur : c’est le centralisme démocratique”.

C’est le droit de chacun d’être hostile au centralisme démocratique, mais en faire une marque du stalinisme... Pour un historien, c’est au choix bien léger ou un peu gros ! Le centralisme démocratique, cela signifie qu’après une discussion libre où les points de vue exprimés peuvent être très divergents, il y a unité dans l’action une fois qu’une majorité s’est dessinée, sans que l’on contraigne celui qui y est en désaccord à se déjuger, à se frapper sur la poitrine en déclarant avec contrition qu’il avait tort, comme l’hérétique dans la religion ou dans le stalinisme. Il respecte seulement la discipline dans l’action.

Si cela, c’est le stalinisme, alors Marc Lazar devrait qualifier l’ancien secrétaire du PS, François Hollande, d’ultra-stali-

nien. Dans une interview au *Monde* (mardi 4 novembre), ce dernier affirme en effet : “Ce qui a le plus manqué au Parti socialiste, ces dernières années, c’est la discipline après le vote.” Il dit ensuite signer la motion Delanoë parce que, “sur sa motion, aucun signataire n’a jamais enfreint une règle du Parti socialiste. Ce n’est pas le cas des autres. Ce respect de la discipline au sein du parti est pour moi un critère décisif.” A quoi fait donc allusion François Hollande ? A l’évidence, au vote sur la Constitution européenne de mai 2005. Si on le comprend bien, les partisans du vote non, après avoir été battus de peu dans des conditions qu’il est hors de notre propos de discuter, auraient dû ensuite appeler à voter oui, c’est-à-dire se déjuger, renoncer à leur conviction intime (ce qui n’est qu’une caricature bureaucratique du centralisme démocratique)... Lénine, lui, n’a jamais demandé aux adversaires du traité de Brest-Litovsk de changer d’opinion et de l’approuver. En revanche, il s’est opposé à ce que des adversaires du traité (comme certains socialistes-révolutionnaires de gauche) organisent des coups de main contre les troupes allemandes pour contraindre l’Allemagne à déchirer le traité et engager à nouveau la guerre...

Enfin, où Marc Lazar a-t-il vu que dans le stalinisme il y a liberté dans la

discussion, puis dégagement d'une majorité ? Dans le stalinisme, il y a décision venant du sommet de l'appareil, chasse organisée contre tous ceux qui expriment un point de vue personnel différent et obligation imposée à celui qui était en désaccord d'affirmer qu'il s'est trompé,

qu'il avait tort, bref, de se déjuger (c'est la fameuse "autocritique" stalinienne à laquelle doivent se livrer tous ceux qui ont eu l'audace d'avoir un avis différent). Ceux-là ont été pendant longtemps qualifiés de "trotskystes" même s'ils ne l'étaient pas du tout...

A propos de Jacques Attali

NOUS avons plusieurs fois attiré l'attention sur quelques falsifications (ou erreurs grossières) commises par Jacques Attali dans ses écrits (1). Dans l'article publié sous le titre "*Jacques Attali, un faussaire au petit pied*", nous dressions une liste incomplète des bourdes et falsifications énormes contenues dans *Karl Marx ou l'Esprit du monde*. Rappelons la plus belle d'entre elles, peut-être. Il y écrivait : "*Le 27 mars, en pleine émeute communiste à Berlin et à Petrograd (toutes les deux imaginaires ! — NDA), le gouvernement du Kaiser affrète un train blindé et assure le transfert de Lénine et de certains de ses camarades venus de Suisse jusqu'en Russie.*" Après quoi ces derniers, le 25 octobre, "*arrêtent les ministres siégeant alors au palais d'Été*", Attali confondant peut-être Pékin et Petrograd, où les ministres siégeaient dans le palais d'Hiver.

Un article de *Libération* (lundi 6 octobre 2008), intitulé "*Le facteur de luxe, Jacques Attali*", à propos de l'Angolagate, permet de s'interroger sur le mécanisme possible de ces inventions, parfois gratuites, parfois perfides. Citons cet article, auquel Jacques Attali n'a apparemment pas demandé de rectificatif à la rédaction de *Libération* :

"En 1997, Attali est saisi d'une requête par l'avocat de Falcone : transmettre au ministre des Affaires étrangères, Hubert Vedrine, ses récrimina-

tions contre un redressement fiscal de deux milliards de franc (sic !), soit 305 millions d'euros, sur une société d'armement tchèque qu'il pilote à distance. Attali joue le facteur avec une pudeur de jeune fille : aux enquêteurs, il affirme ne pas connaître la secrétaire de Vedrine à laquelle il transmettait les requêtes. Celle-ci a rétabli la vérité : ils s'étaient croisés pendant dix ans à l'Élysée." Donc, premier point : Jacques Attali souffre de troubles de la mémoire, ce qui est fâcheux quand on écrit autant que lui.

Ensuite, continue *Libération* : « *Concomitamment, Attali se voit commander par le gouvernement angolais un rapport sur le microcrédit — en pleine guerre civile ! Son cabinet, Attali consultant et associés (ACA), sous-traite la rédaction du rapport au cabinet Horus pour 46 000 euros et conserve pour lui une marge de 107 000 euros.* "Nous avons apporté notre caution par la signature du rapport", *a expliqué Attali aux enquêteurs.* » Donc, deuxième point, Jacques Attali pratique la sous-traitance, à des conditions financièrement avantageuses (un tiers pour le sous-traitant, deux tiers pour le signataire final), reposant sur une division du travail : la rédaction du texte écrit (le rapport) est secondaire, la signature finale est l'essentiel... Pour un rapport, bien entendu.

(1) *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 27, pp. 139 à 142.

Fukuyama... et Marx !

LE “philosophe” (c’est ainsi que *Libération* le présente) Francis Fukuyama, auteur du livre *La Fin de l’histoire*, qui annonçait après la chute de l’URSS que le capitalisme était l’horizon indépassable de l’histoire, ancien haut fonctionnaire du département d’Etat sous Reagan et nommé par Bush membre du conseil d’éthique (*sic !*), a donné à *Libération* une interview publiée dans le numéro des 25-26 octobre 2008 du quotidien.

Il y affirme : “Comme Marx, je crois aux évolutions à long terme.” Marx prophète des “évolutions à long terme” ? C’est une découverte, et même un scoop ! A la fin de la *Misère de la philosophie*, Marx, citant George Sand, affirme pourtant : “A la veille de chaque reconstruction générale de la société, le dernier mot de la science sociale sera toujours le combat ou la mort, la lutte sanguinaire ou le néant.” Dans sa *Lettre à Kugelmann*, du 12 avril 1871, il affirme : “La prochaine tentative de révolution, en France, devra non faire passer la machine militaire et bureaucratique en d’autres mains (...), mais la briser”, ce qui n’est pas tout à fait la même chose que la faire évoluer...

La découverte de Fukuyama... permet à ce serviteur de Reagan et de Bush

de se réclamer de l’auteur du *Manifeste du Parti communiste*.

Il écrit en effet : “Le concept de la fin de l’histoire que j’ai proposé d’appliquer en 1989 à la situation créée par la chute du Mur de Berlin vient d’Hegel et a d’abord transité par Marx.”

Evidemment, Fukuyama lui donne un autre sens. D’ailleurs, ajoute-t-il, “c’est un professeur de Berkeley qui a fait la comparaison en disant que j’étais l’équivalent de Marx pour le néoconservatisme et que Robert Kagan ou Bill Kristol (des partisans de Bush — NDA) en étaient les Lénine”. Vraiment ? Eh bien oui, Fukuyama le nouveau Marx croit à l’évolution, les faucons de Bush voudraient la démocratie et croiraient en l’usage de la force pour l’imposer.

Leurs buts sont donc nobles, mais leurs moyens inadéquats. Il conclut en effet : « Les “léninistes” (c’est-à-dire les ultraconservateurs ! — NDA), eux, veulent accélérer le processus en usant du rapport de forces, notamment depuis le 11 Septembre, pour la démocratisation au Moyen-Orient. » C’est ce qu’il appelle “le léninisme conservateur”. On a là affaire à un véritable hold-up politique.

Jean-Jacques Marie

La bague de Dati... et le trotskysme !

Pierre Roy
Le Bourg
42 260 Saint-Julien-d'Oddes
roypie@wanadoo.fr

Samedi 22 novembre 2008

A la rédaction de France-Inter

Bonjour.

Vendredi soir 21 novembre, après les informations de 19 heures sur France-Inter, j'ai entendu un débat entre Jean-François Kahn, Gérard Filoche et Bernard Debré.

L'entretien a évoqué la personnalité de Rachida Dati et mentionné le fait que *Le Figaro* avait fait disparaître sur une photo une bague de très grand prix que la ministre portait au doigt.

M. Bernard Debré, commentant cet épisode qu'on peut considérer comme un escamotage, voire une sorte de falsification, a utilisé par deux fois, à un très court intervalle, le qualificatif de "trotskyste" pour le caractériser.

J'avoue que les connaissances que j'ai pu acquérir au fil d'assez nombreuses lectures que j'ai faites sur Trotsky et le trotskysme ne me permettent pas de saisir le rapport entre l'escamotage de cette bague sur une photo de presse et l'histoire de Trotsky et du trotskysme.

Certes, j'ai appris dans mes lectures que Léon Trotsky avait très souvent été *victime* de mensonges, manipulations de textes et autres caviardages, de la part de ses ennemis et du premier d'entre eux, Joseph Staline : les photos retouchées pour effacer sa présence sont nombreuses, c'est un fait bien connu.

Mais ce serait un curieux abus de langage que de qualifier de "trotskystes" les falsifications dont Trotsky a été la victime !

Or, dans le contexte de l'émission entendue vendredi soir, ce que l'auditeur retient, *c'est que ce serait la pratique d'une falsification qui serait "trotskyste" et non le fait d'en être victime !*

En effet, s'il s'était agi de pratiquer un subtil "second degré" pour initiés, une occurrence du mot aurait suffi.

Aussi bien, la répétition tend-elle à fonctionner comme si elle renvoyait à l'interprétation au "premier degré" d'une expression qui, saisie au vol par l'auditeur non averti, sera comprise au "pied de la lettre", ce qui est insultant pour Trotsky et le trotskysme. Et ce d'autant plus qu'aucun éclairage complémentaire n'a été fourni.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir transmettre mon observation à M. Bernard Debré, à toutes fins utiles.

Avec mes salutations.

Pierre Roy